

Un seul chevalier normand, appelé Guilbert, déclara qu'il avait accompagné son seigneur à la guerre, comme c'était son devoir, mais qu'il ne voulait rien acquérir par rapine; et, content de son bien, dit la chronique, il refusa d'accepter le bien d'autrui. Le clergé saxon fut traité comme les laïques. La plupart des évêques furent déposés dans deux conciles tenus par des légats du pape, et les évêchés et les abbayes d'Angleterre furent donnés à des hommes de Normandie et de France. Les provinces de l'Ouest et surtout du Nord résistèrent quelque temps à Guillaume; mais elles succombèrent à leur tour, et toute l'Angleterre subit la domination des Normands (1067-1071).

Ce fut ainsi que les Anglo-Saxons furent dépouillés par les Franco-Normands, comme les anciens Bretons, frères des Gaulois, avaient été dépouillés par les Anglo-Saxons; mais l'assujettissement des Anglo-Saxons fut plus complet que n'avait été celui des Bretons, car une partie des Bretons s'étaient maintenus libres dans le pays de Galles, et défendirent longtemps encore leur indépendance contre les Normands comme ils l'avaient défendue contre les Saxons. Aucune province saxonne, au contraire, n'échappa au pouvoir des Normands.

Les conquérants franco-normands et les vaincus anglo-saxons se mêlèrent à la longue, comme les Anglo-Saxons s'étaient mêlés aux anciens Bretons; et la nation anglaise est issue du mélange de ces trois peuples, et ses qualités, ses mœurs et sa langue résultent de ce mélange. C'est donc à tort qu'on appelle les Anglais d'aujourd'hui la race anglo-saxonne, comme s'ils étaient issus de cette seule origine. Dans la monarchie féodale que Guillaume fonda en Angleterre, le pouvoir royal fut plus fort que dans les royaumes du continent, parce que les grands et tous les possesseurs de fiefs, établis en pays conquis, restèrent serrés autour de leur roi pour prévenir les révoltes des vaincus. Et, d'autre part, ces grands et ces possesseurs de fiefs, par la même raison, ne cherchèrent pas, comme les seigneurs de

France et des autres pays du continent, à s'isoler les uns des autres pour vivre en maîtres chacun sur leurs terres; mais ils s'habituaient, au contraire, à s'entre-soutenir et à traiter ensemble de leurs affaires communes. Et cela prépara plus tard la nouvelle Angleterre à ce qu'on appelle le gouvernement représentatif, c'est-à-dire au gouvernement où des assemblées nationales délibèrent sur toutes les affaires du pays.

Si l'autorité de Guillaume se consolida en Angleterre, en revanche, sur le continent, sa puissance parut momentanément affaiblie.

Il commença par perdre la suzeraineté de la Bretagne. Battu sous Dol par le nouveau duc Allan Fergant, il dut consentir à une paix tout à l'avantage des Bretons. Il voulut se dédommager en s'emparant du Vexin, cédé jadis par Henri I<sup>er</sup> à Robert le Diable, puis repris par le même prince pendant la minorité de Guillaume. Il fondit donc sur le comté, saccagea le pays, et incendia Mantes. Comme il galopait à travers la ville en feu, son cheval s'abattit et le blessa. Il fallut reporter Guillaume à Rouen, et, six semaines après, il mourut (10 septembre 1087).

## II

Après avoir parcouru ces temps confus et obscurs, pleins d'agitations sans grandeur, où se forme le régime féodal, nous voici maintenant en plein dans l'époque de la chevalerie, qui est l'époque des grandes aventures et des grandes guerres du moyen âge. Ce sont comme les lointaines expéditions des anciens Gaulois qui recommencent dans l'Europe chrétienne. A la conquête de l'Angleterre succédera bientôt une guerre bien plus vaste, où les hommes de France tiendront la première place, mais où la chrétienté tout

Le roi Rodolphe fut tué dans une bataille (1080). Le parti papal lui donna pour successeur un Lorrain, un comte de Luxembourg; mais le parti féodal avait repris le dessus. La haute Italie et les trois quarts des évêques italiens étaient contre Grégoire VII. Henri IV pénétra de vive force dans Rome (21 mars 1084), et s'y fit couronner empereur par son pape Clément III, l'antipape, comme on disait. Grégoire VII s'était enfermé dans le château Saint-Ange, qui est comme la citadelle de Rome, et y soutint un siège. Il fut enfin secouru par Robert Guiscard, prince des Normands d'Italie et vassal du saint-siège, qui repoussa les troupes de Henri IV. Rome, dans le combat, fut à moitié saccagée et brûlée.

Grégoire VII mourut, quelques mois après, dans une grande tristesse, car il voyait s'échapper de ses mains cet empire du monde chrétien qu'il avait rêvé, et il se sentait impuissant à compléter la vaste entreprise dont les débuts avaient si bien réussi. La féodalité lui avait résisté, et les rois et les princes refusaient de suivre l'exemple de ceux d'entre eux qui s'étaient reconnus vassaux du saint-siège, Henri IV, qu'il avait tant humilié, restait maître de la plus grande partie de l'Empire; Guillaume le Bâtard, qu'il avait tant aidé à devenir Guillaume le Conquérant, comme on l'appelait maintenant, Guillaume, qui en ce temps-là vivait encore, avait, il est vrai, rétabli en Angleterre l'impôt du denier de Saint-Pierre au profit du saint-siège, mais il ne se reconnaissait pas pour cela vassal du pape; il traitait en vassaux ses évêques et ses abbés, leur commandait plus que ne faisait aucun autre prince, et gardait même la neutralité entre Grégoire VII et l'antipape Clément III. Le roi Philippe de France, de son côté, et tous les princes français refusaient l'impôt du denier de Saint-Pierre, que Grégoire VII avait tenté d'établir dans tous les pays catholiques. Il était évident, désormais, que le gouvernement théocratique, c'est-à-dire la monarchie universelle du pape, ne réussirait pas à se fonder.

La guerre entre la papauté et l'Empire continua après la mort de

Grégoire VII; car, si la papauté n'avait pas triomphé, elle n'était pas non plus abattue. Les successeurs de Grégoire VII maintinrent ses prétentions, et le parti impérial et féodal, soutenu par la plupart des autres princes en dehors de l'Empire, continua de repousser l'autorité absolue que réclamaient les papes. La doctrine communément admise au moyen âge, comme le montre le serment prêté par les rois de France à leur sacre, était qu'on ne pouvait pas régner sur les peuples catholiques sans être catholique. Les princes ne niaient pas cette doctrine, qui provenait de l'union de l'État et de l'Église établie sous Constantin; ils admettaient qu'un prince ennemi de la foi catholique pût être déposé par l'Église assemblée, mais ils niaient que le pape eût droit de disposer arbitrairement des couronnes.

Durant la guerre entre la papauté et l'Empire, la plupart des seigneurs du royaume de Bourgogne rompirent leur lien de vassalité envers l'Empire, et, entre le Rhône, les Alpes et la mer, on ne reconnut plus la suzeraineté ni de Henri IV, ni de ses compétiteurs. Pendant ces grandes querelles où il prenait peu de part, le roi Philippe continuait ses scandales. Il avait fait casser son premier mariage sous prétexte de parenté, puis il avait enlevé la comtesse d'Anjou, nommée Bertrade, infidèle à un mari qui, de son côté, avait déjà divorcé deux fois pour cousinage: on ne voyait alors que mariages cassés sous ce prétexte. La comtesse Bertrade divorça à son tour, et un évêque consentit à bénir son mariage avec le roi (1092).

Un concile convoqué à Autun par un légat du pape Urbain II, un des successeurs de Grégoire VII, excommunia le roi et Bertrade (1094). Philippe ne résista pas ouvertement, comme avait fait Henri IV de Germanie; il promit de se séparer de Bertrade, manqua de parole, fit même sacrer Bertrade reine par deux évêques, se fit excommunier jusqu'à trois fois, et passa le reste de sa vie entre les rechutes ouvertes et les simagrées de pénitence. Cela ne causa point toutefois de guerre en France comme en Allemagne et en Italie, parce

que les seigneurs ne retirèrent point leur hommage féodal à Philippe, et que les papes, qui avaient bien assez à faire contre les empereurs, ne poussèrent pas les choses à l'extrême contre le roi de France.

La chrétienté était alors occupée de bien autre chose que des obscurs désordres du roi Philippe, et la querelle de l'Empire et de la papauté avait elle-même cessé d'être le principal intérêt des peuples d'Occident. Un événement préparé depuis un siècle allait éclater. L'Europe chrétienne allait rendre à l'Asie musulmane ses agressions. L'Occident, à son tour, allait se jeter sur l'Orient. La passion des pèlerinages à la Terre sainte avait été croissant depuis un siècle. Le goût des voyages et des aventures se joignant à la ferveur religieuse, chacun voulait aller visiter le tombeau de Jésus-Christ. Les pèlerins avaient fort à souffrir, et beaucoup ne revenaient pas; néanmoins, tant que les Arabes régnerent en Asie, les pèlerins purent acheter à prix d'or de leurs princes l'accès des lieux saints et quelque protection; mais l'empire des Arabes fut renversé par les peuples touraniens de l'Asie centrale. Les Turcs, de race touranienne, parents des anciens Scythes et des Huns d'Attila, s'étaient faits musulmans, et avaient d'abord servi les califes arabes de Bagdad; puis ils s'emparèrent de leur empire, envahirent les provinces qui restaient en Asie aux empereurs d'Orient jusqu'en face de Constantinople, et se rendirent maîtres de Jérusalem (1076).

Les pèlerins chrétiens furent traités avec bien plus de cruauté par les Turcs que par les Arabes, et les plaintes de ceux qui revenaient commencèrent à émouvoir et à irriter grandement les peuples d'Occident; et les chefs des peuples commencèrent à prêter l'oreille aux cris que poussaient vers l'Occident les Grecs de Constantinople, et à comprendre que le danger était commun à tous. Grégoire VII, s'il n'eût été absorbé par sa guerre contre l'Empire, eût voulu conduire une armée de pèlerins au secours des chrétiens d'Orient.

Un pauvre ermite picard fit ce que n'avait pu tenter le grand pape. Il se nommait Pierre, et il était des environs d'Amiens. C'était un

homme de petite taille et de mine chétive; mais il avait l'esprit vif, et parlait avec éloquence. Les bonnes gens l'appelaient *Coucou-Piètre*, c'est-à-dire Pierre au capuchon, qui était un vêtement provenant des anciens Gaulois. Comme, après bien des souffrances et des périls, il était parvenu à pénétrer dans la ville sainte, le patriarche de Jérusalem lui raconta toutes les misères que souffraient les chrétiens d'Asie sous l'empire des Turcs, les cruautés de ces nouveaux maîtres et leurs outrages contre les saints lieux, c'est-à-dire contre l'église bâtie sur le tombeau de Jésus-Christ. Pierre exhorta le patriarche, le saint père de Jérusalem, comme dit la chronique, à écrire au seigneur pape et à tous les rois et princes chrétiens pour les prier de délivrer leurs frères d'Orient, et il s'offrit de porter à tous les messages du patriarche. Il s'inquiétait cependant à part lui de s'être chargé d'un si grand ouvrage. Mais, une nuit, il crut entendre en songe Jésus-Christ lui dire : « Debout, Pierre, et hâte-toi! Je serai avec toi; car il est temps de purger les saints lieux et de secourir mes serviteurs ». Pierre l'Ermite repassa la mer, et s'acquitta de sa charge auprès du pape Urbain II (1094).

Le pape commença de traiter de cette grande affaire dans une première assemblée à Plaisance en Italie, où les ambassadeurs de l'empereur des Grecs vinrent solliciter l'assistance des peuples d'Occident, en promettant de se réconcilier avec l'Église romaine. Le pape Urbain II, qui était Français, des environs de Châtillon-sur-Marne, convoqua un concile général à Clermont en Auvergne, pour le 13 novembre 1095. Pierre l'Ermite alla devant le pape, haranguant partout grands et petits, en Italie et en France. Au jour dit, deux cent quarante archevêques ou évêques, quatre-vingt-dix abbés de grands monastères, des milliers de chevaliers et une multitude immense de peuple, se réunirent à Clermont dans un vaste camp, sous les murs de la ville, qui ne pouvait contenir tant de monde.

Le concile renouvela d'abord les décrets contre le trafic des dignités ecclésiastiques et pour le célibat des prêtres; il confirma la

entière les suivra contre les ennemis de l'Europe et du nom chrétien. Les jours de Charles-Martel et de Charlemagne reviennent. La guerre de la Croisade est proche. Mais, dans l'intervalle, entre la conquête de l'Angleterre et la Croisade, qui sera la guerre générale du monde chrétien contre le musulman, une autre guerre a lieu entre chrétiens, pour décider si la féodalité, qui n'a pas réussi à absorber l'Église, sera absorbée par l'Église et soumise, avec l'Église elle-même, à la domination absolue du pape.

Hildebrand, qui depuis plus de trente ans dirigeait le parti de la papauté, après avoir fait plusieurs papes, s'était enfin décidé à l'être. Élu en 1073, il avait pris le nom de Grégoire VII, qui est resté si fameux. Le roi de France fut le premier, entre les princes, menacé par Grégoire VII. Le roi Robert avait eu des vertus privées sans vertus politiques; le roi Henri n'avait eu ni vices ni vertus; le roi Philippe n'avait que des vices. Il passait sa jeunesse dans la paresse et la débauche, s'était remis, comme cela se pratiquait avant les réformes d'Hildebrand, à vendre au plus offrant les évêchés et les abbayes, et faisait dévaliser par ses gens les marchands sur les chemins. Grégoire VII écrivit aux évêques français des lettres terribles contre le roi; il y déclarait que, si Philippe ne renonçait à son trafic d'évêchés et à ses brigandages, il sommerait les Français, sous peine d'anathème, de déposer Philippe du trône qu'il déshonorait (1073-1074). Philippe, sans se corriger, tâcha de déguiser un peu mieux ses désordres, et les embarras de la grande guerre allumée entre la papauté et l'Empire empêchèrent Grégoire VII de réaliser ses menaces.

Henri IV, héritier de l'Empire et des royaumes de Lorraine et de Bourgogne, mais qu'on n'appelait que roi de Germanie, parce qu'il n'avait pas été couronné empereur à Rome, était au moins aussi vicieux que Philippe, avec plus d'énergie; mais ce ne fut pas là le sujet de la querelle. Grégoire VII, prétendant faire sortir de la hiérarchie féodale les évêques et les abbés, leur défendit de reconnaître

des suzerains laïques, et de recevoir d'eux l'investiture de leurs dignités. Comme les évêques et les abbés n'étaient pas seulement des chefs de communautés religieuses, mais des possesseurs de grandes terres, de bourgs et de cités, les princes ne pouvaient admettre que les évêques et abbés ne remplissent pas les devoirs féodaux pour ces possessions. Grégoire VII voulait le renversement de la société féodale; cette société se défendit.

La portion du clergé opposée au célibat des prêtres était encore fort nombreuse, malgré les persécutions qu'elle avait subies; les prêtres habitués à vivre dans le désordre s'y joignaient à ceux qui, au contraire, réclamaient la vie de famille. Ils se soulevèrent en Allemagne, en Lorraine et en Lombardie, s'unirent au parti féodal, et deux conciles des États du roi Henri IV, assemblés à Worms et à Pavie, proclamèrent la déchéance de Grégoire VII (1076).

Grégoire VII répondit en proclamant dans un concile à Rome la déchéance du roi Henri IV, le pouvoir absolu du pape sur le temporel comme sur le spirituel, et l'infailibilité de l'Église romaine. Le parti féodal, frappé comme d'une terreur superstitieuse, plia devant Grégoire VII. L'Allemagne tourna contre Henri IV, qui s'était fait beaucoup d'ennemis par ses excès. Il fut obligé de venir s'humilier devant Grégoire VII en Italie, et de se soumettre à son jugement. Grégoire VII laissa le roi Henri se morfondre trois jours, pieds nus dans la neige, dans une cour du château de Canossa, avant de l'admettre en sa présence. Il lui accorda enfin l'absolution, mais sans décider s'il lui rendrait sa couronne (janvier 1077).

Les Lombards, qui étaient restés ennemis du pape, firent tant de honte au roi de ces affronts, que Henri IV rompit de nouveau avec Grégoire VII. Le parti du pape élut roi en Allemagne Rodolphe, duc de Souabe, et le parti impérial et féodal élut pape l'archevêque de Ravenne. La guerre s'étendit dans toute l'Allemagne, la Lorraine et l'Italie. Les autres pays ne prirent point part activement à la guerre; mais la plupart des princes étaient mal disposés pour le pape.